Le 3 octobre dernier, les belles personnes de la classe politique française ont fêté en grande pompe le 55è anniversaire de la Vè République. Une occasion pour l'oligarchie politique de réaffirmer son soutien à la monarchie républicaine…

Ils étaient environ deux cents. Deux cents ministres et ex-ministres, présidents et ex-présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et j'en passe… tous invités par Jean-Louis Debré au Conseil constitutionnel. François Hollande y a fait son discours, les anciens présidents de la République, membres de droit du conseil des « sages » n'étaient pas présents.

On y loué la stabilité de la Vè République. On y a vanté la capacité d'adaptation des acteurs politiques à ses institutions. On y a péroré et François Hollande a affirmé qu'il n'avait jamais été favorable à la 6ème république. Tous ont salué l'élection au suffrage universel du président de la République et personne n'a remis en cause la concentration des pouvoirs hors norme en démocratie entre les mains de ce personnage.

On y a passé sous silence son origine. La Guerre d'Algérie et un coup d'Etat, avec le débarquement en Corse de soldats loyalistes à De Gaulle. Pas l'expression d'une réserve quant à l'instabilité chronique et bien réelle de la Vè République, qui a été révisée 24 fois depuis 1958 ! On a oublié de dire que dans le texte, la Vè République est un régime parlementaire où c'est le Premier ministre qui conduit la politique du gouvernement. On a oublié de dire qu'il n'existe pas de domaine réservé du chef de l'Etat. On a oublié de dire que l'élection au suffrage universel du président de la République est survenue après la révision constitutionnelle de 1962. Bref on a oublié de dire que la pratique de la Vè République est à bien des égards anticonstitutionnelle…

Personne n'est venue troubler la fête. Ni pourfendeurs de la monarchie républicaine, ni critiques du régime césariste ! Bref une belle démonstration de l'entre soi de ces politiques accrochés à leur pouvoir, que nul n'est venu troublé en suggérant de donner la parole du peuple !

Elections à la proportionnelle ? Il n'en est pas question ! Vote du Parlement sur des enjeux cruciaux ? Jamais ! Et quelle est la dernière trouvaille de Hollande pour nous endormir ? Nous

ressortir le référendum d'initiative populaire. Il pourrait être demandé, à l'initiative d'un cinquième des parlementaires, soutenus par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. En chiffres bruts : 185 parlementaires et 4,5 millions de personnes sur 45 millions d'électeurs ! C'est énorme et presque impossible à rassembler rien que pour la pétition ! Encore une fois, Hollande se moque du peuple en lui faisant miroiter une participation politique à laquelle il n'a pas droit ! En Europe, l'Initiative citoyenne européenne , grande pétition qui en principe met à l'agenda de la Commission la revendication du texte, requiert environ un million de signatures… sur 388 millions d'électeurs. Même l'Union européenne a des critères moins strictes que la France…C'est pour dire !

Décidément il faut détruire ce système pourri !La VIè République est urgente !